

PREFET DE LA SEINE-MARITIME

Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement de Haute-
Normandie

Rouen, le 17 JAN. 2013

Service Risques

LE SOUS-PRÉFET,

SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL

CHARGÉ DE L'ADMINISTRATION DE L'ÉTAT

DANS LE DÉPARTEMENT,

SOCIETE SAS TRIADIS

ROUEN

- ARRETE -

Mise en demeure

VU :

Le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, et notamment ses articles 43, 44 et 45,

Le décret du Président de la République en date du 29 juillet 2011 nommant M. Thierry HEGAY, administrateur civil détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire-général de la préfecture de Seine-maritime,

Le Code de l'Environnement et notamment son Livre V,

Les différents arrêtés préfectoraux et récépissés autorisant les activités de la société SAS TRIADIS – Rue de Madagascar à ROUEN (76100), notamment le récépissé de prise de possession du 27 mars 2003 et l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 octobre 2004,

Le rapport de l'inspection des installations classées suite à la visite d'inspection du 28 novembre 2012,

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n°78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la DREAL.

21, Avenue de la Porte des Champs – 76037 ROUEN Cedex – ☎ 02 35 52 32 00
Site Internet : <http://www.haute-normandie.developpement-durable.gouv.fr>

CONSIDERANT :

Que l'article L-514.1 du code de l'environnement dispose que « lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met ce dernier en demeure de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé »,

Que la société SAS TRIADIS exploite une activité d'incinération de déchets industriels dangereux et de déchets industriels non-dangereux réglementée au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement,

Que lors d'une visite de contrôle en date du 28 novembre 2012, l'inspecteur des installations classées a constaté que la société SAS TRIADIS ne respecte pas un certain nombre de dispositions annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 octobre 2004 sur les points suivants :

- Rejets non-autorisés des eaux issues des purges de la chaudière connexe à l'unité d'incinération des déchets industriels vers le réseau communal de collecte des eaux de pluies (article 5 : prévention de la pollution de l'eau).
- Qu'à ce titre la séparativité entre le réseau d'évacuation des eaux résiduelles et le réseau d'évacuation des eaux de ruissellement non polluées n'est pas respectée (article 5.9 ; séparativité des réseaux).

Que ces manquements constituent une infraction à la législation sur les installations classées,

Qu'il convient que la société SAS TRIADIS satisfasse à ses obligations,

Qu'il y a lieu de faire application de l'article L-514.1 du code de l'environnement.

ARRETE

Article 1 :

La société SAS TRIADIS dont le siège social est ZA Sudessor, Avenue des GRENOTS – 91150 ETAMPES, est mise en demeure de respecter, dans les délais impartis, les prescriptions ci-après annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 14 octobre 2004 réglementant son installation d'incinération des déchets industriels dangereux et non-dangereux – sise Rue de Madagascar à ROUEN (76100) – à compter de la notification du présent arrêté :

- **sous un délai d'un mois, l'article 5 et l'article 5.9 annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 octobre 2004** en arrêtant tout rejet des eaux industrielles dans le réseau communal de collecte des eaux pluviales,

Article 2 :

En cas de contravention dûment constatée aux dispositions qui précèdent, l'exploitant pourra faire l'objet, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par la législation sur les installations classées.

Article 3 :

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de ROUEN. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et d'un an pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

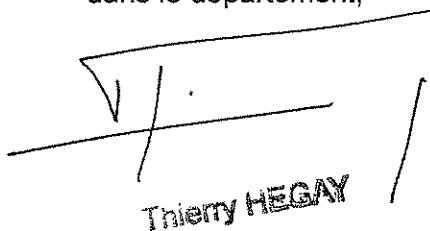
Article 4 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture de Seine-Maritime, le maire de ROUEN, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, de l'emploi et du travail, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous les agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de ROUEN.

Le Secrétaire-général
Chargé de l'administration de l'État
dans le département,



Thierry HEGAY